



2000 – 2050 : le Moyen-Orient, entre autoritarismes et tensions structurelles

Le Moyen-Orient est un « millefeuille conflictuel » (1). De l'intervention américaine en Irak à la guerre civile syrienne, la région reste gangrénée par des conflits de basse intensité, sur fond de compétitions de puissances et de risque de prolifération nucléaire.

Le XXI^e siècle s'est ouvert par les attentats d'Al-Qaïda qui ont frappé les États-Unis le 11 septembre 2001, et trouvé leur matrice salafiste djihadiste dans la péninsule Arabique. Ils amorcent alors un cycle de 20 ans de guerre en Afghanistan, ainsi qu'une intervention des États-Unis (et d'une coalition de 38 pays) contre l'Irak en 2003, entraînant l'éclatement communautariste et confessionnel, et la paupérisation du pays, soumis aux ingérences iraniennes. Les « printemps arabes » de 2011 ont traduit l'exaspération de sociétés soumises à des régimes autocratiques, répressifs et prédateurs. L'aspiration à la dignité, au changement économique et social, parfois au changement politique, s'est partout exprimée, en particulier dans des enjeux privés de perspectives. Les isla-

mistes en ont initialement recueilli les fruits électoraux. Mais le mouvement de fond a fait long feu. La Libye s'est déchirée. L'armée égyptienne a chassé le président Mohamed Morsi et les Frères musulmans dès 2013. La Syrie a été plongée dans une atroce guerre civile, qui a jeté des millions de Syriens dans l'exil, fuyant et le régime, et les djihadistes radicaux. En particulier l'État islamique, qui de 2014 à 2017, a territorialisé, entre Syrie et Irak, un néo-califat sunnite sanguinaire. Le conflit syrien reste régionalisé (interventions de la Turquie, de l'Iran, des États du Golfe) et internationalisé (coalition occidentale, intervention russe). D'autres conflits perdurent, de basse intensité, transfrontaliers (les Kurdes, harcelés par la Turquie et l'Iran) ou régionalisés (le Yémen).



Des puissances régionales autoritaires et interventionnistes

En Turquie, 20 ans d'AKP

En 2023, la Turquie célèbre le centenaire de la République fondée par Mustafa Kemal Atatürk, et deux décennies de pouvoir de Recep Tayyip Erdoğan, d'abord Premier ministre, puis président de la République. Islamiste et conservateur, son Parti de la justice et du développement (AKP) avait un programme de démocratisation politique, et d'adhésion à l'Union européenne. Le poids de l'armée a été réduit. La croissance économique a permis une élévation du niveau de vie du pays, qui compte aujourd'hui 85 millions d'habitants. Mais le régime, fortement personnalisé, s'est raidi : face à la contestation du parc Gezi (2013), mais aussi sur la question kurde, et surtout après la tentative de coup d'État militaire en 2016. Le président engage alors une violente purge des institutions, et une politique d'attrition des libertés individuelles et publiques qui remplit les prisons. Dès lors, comment qualifier la Turquie : démocratie autoritaire ? Démocratie illibérale ? Voire anti-démocratie ? (2)

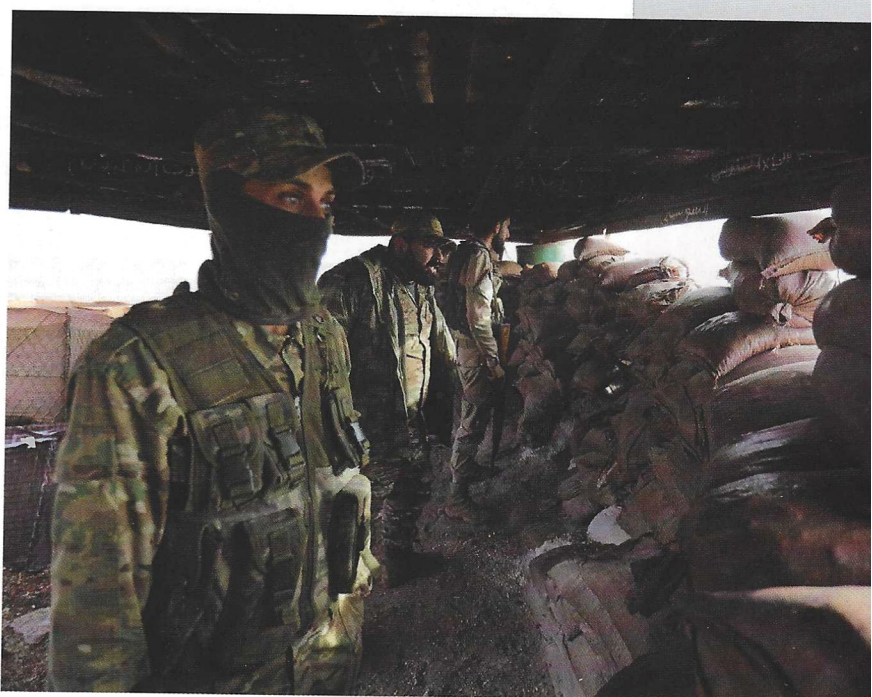
“ Membre de l'OTAN, la Turquie mène une politique internationale aussi activiste que fluctuante. Initialement fondée sur un optimiste « Zéro problème avec les voisins », la politique régionale a accumulé les tensions et ouvert des conflits. ”

Membre de l'OTAN, la Turquie mène une politique internationale aussi activiste que fluctuante. Initialement fondée sur un optimiste « Zéro problème avec les voisins », la politique régionale a accumulé les tensions et ouvert des conflits — avant une désescalade amorcée fin 2022. La candidature à l'Union européenne (UE) est au point mort. Tendues avec les États-Unis, les relations avec la Russie sont intenses. Dans le conflit ukrainien, Ankara livre des drones à Kyiv, mais n'applique pas les sanctions contre Moscou ; se pose en médiatrice, et bloque l'entrée de la Suède et de la Finlande dans l'OTAN. Des choix nationalistes, en décalage avec les attentes européennes et américaines, mais que R.T. Erdoğan fait fructifier électoralement.

Le « regard vers l'est » de l'Iran

Avec un argumentaire anti-américain et chiite, la République islamique mène, surtout après 2003, une politique régionale interventionniste, perçue comme agressive et déstabilisatrice par le monde arabe et par les États occidentaux (3). L'économie, largement contrôlée par les Gardiens de la révolution (*pasdaran*), est étranglée par des sanctions internationales cumulatives. Mais sa dégradation s'explique aussi par une corruption systémique. Le programme nucléaire a été encadré par l'accord de Vienne du 14 juillet 2015. Mais dès 2018, le président Trump

en retire la signature américaine, espérant ainsi provoquer la chute du régime de Téhéran. Lequel a répondu, en 2019-2020, dans le détroit d'Ormuz, en Arabie saoudite et en Irak, par une guerre asymétrique de basse intensité avec les Américains. Depuis l'élection du président Ebrahim Raïssi en 2021, les ultra-conservateurs contrôlent tous les pouvoirs. Téhéran s'éloigne du mot d'ordre de Khomeyni en 1979 : « Ni Est, ni Ouest ! », pour lui préférer le « Regard vers l'est » tourné vers la Chine et la Russie. Dans la guerre en Ukraine, Téhéran s'aligne sur l'argumentaire de Moscou, et livre des drones à la Russie. Les *pasdaran* poussent à cette alliance renforcée, espérant en recevoir un soutien russe à leurs programmes stratégiques — nucléaire, missiles, spatial.



L'Égypte, un ordre militaire dépendant

Les espoirs de changement social et politique de 2011 se sont évanouis. Le maréchal Al-Sissi (élu président en 2014) a restauré un pouvoir militarisé, réprimant aussi bien la mouvance frériste que les jeunes démocrates. Il a lancé de grands projets faisant la part belle à l'armée : nouveau musée égyptien, nouvelle capitale, doublement du canal de Suez. Tout ceci à crédit : l'économie est chancelante, l'Égypte très endettée. Sa croissance démographique très rapide — avec une population passant de 105 à 160 millions entre 2022 et 2050 — fait de la question alimentaire une urgence. Premier importateur de céréales au monde, le pays est une puissance dépendante : des aides du FMI, et des États du Golfe. L'Égypte a procédé à d'importants achats d'armements, a rassuré ses soutiens occidentaux, et renoué avec la Russie. Elle a rompu avec la Turquie, soutien des Frères musulmans. En parallèle, Le Caire intervient dans le conflit libyen, s'inquiète de l'instabilité du Soudan et menace l'Éthiopie, dont le nouveau barrage *Renaissance* réduira le débit du Nil.

Le Golfe : quelle sécurité ?

La question sécuritaire hante depuis 1979 les pétromonarchies du Golfe. Le Conseil de coopération du Golfe (1981) a été inca-

Photo ci-dessus :

Près de la ville de Kuljibri dans la région d'Alep (Nord de la Syrie), des combattants syriens soutenus par la Turquie surveillent la zone. Ils font face aux Kurdes, concentrés pour leur part dans la zone de Tal Rifaat. Sous tension depuis l'attentat à la bombe d'Istanbul le 13 novembre 2022, la frontière turco-syrienne a connu une nouvelle série de frappes aériennes lancées par Ankara vers les zones syriennes sous contrôle kurde, tuant environ 75 combattants et une dizaine de civils, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. (© Bakr Alkasem/AFP)

ci-dessous :
à Washington le
embre 2022 sous
de Donald Trump, les
s d'Abraham scellent
nalisation des relations
tiques entre Israël
x États du Golfe :
ein et les Émirats
unis, auxquels se
outés le Soudan et
oc dans un second
© Official White
Tia Dufour)

pable d'assurer la sécurisation des régimes et des routes du pétrole. D'où une dépendance constante au « parapluie » ouvert par les Américains. Britanniques, Français et Turcs sont également présents dans le Golfe, où les États consacrent des budgets très importants aux achats d'armement. Source d'inquiétude renforcée, le programme nucléaire militaire iranien explique largement la signature par Bahreïn et les Émirats arabes unis (EAU) des accords d'Abraham avec Israël (2020). Ces pétromonarchies d'origine tribale

qui fait s'éloigner toute perspective d'un État palestinien, ou d'un État bi-national. L'État hébreu, puissance nucléaire non déclarée, fait de sa sécurité une préoccupation centrale. Les accords d'Abraham signés en 2020 avec le Maroc, le Soudan, Bahreïn et les EAU, ont vocation à s'élargir, en particulier dans le Golfe, sur le flanc ouest de l'Irak. Ces accords témoignent de la perte de centralité de « la question palestinienne » sur l'agenda des régimes arabes — mais les opinions publiques y restent sensibles. Israël refuse de s'asso-

Une dépendance maintenue aux énergies fossiles

Pétrole et gaz sont une double malédiction (5). Pour ceux qui doivent les importer (Égypte, Turquie) mais également pour ceux dont ils fournissent l'essentiel des ressources budgétaires (États du Golfe, Iran, Irak). La rente pétrolière garantit une relative stabilité politique et sociale, sauf à être accaparée (Irak) ou amputée (Iran). L'ère du pétrole ou du gaz ne sera pas éternelle, et les États devront s'engager dans une diversification économique.



“ L'ère du pétrole ou du gaz ne sera pas éternelle, et les États devront s'engager dans une diversification économique. Mais la rente pétrolière est une drogue dure dont il est difficile de décrocher. ”

cier aux sanctions contre la Russie, et d'aider l'Ukraine : pour continuer à frapper les Iraniens en Syrie, il lui faut préserver ses relations avec Moscou.

Eau, alimentation, environnement : des problèmes structurels qui iront en s'aggravant

La crise environnementale est désormais systémique. Le Moyen-Orient est fortement impacté par le réchauffement climatique : diminution des précipitations ; multiplication des sécheresses et des inondations ; disparition des zones humides et de cours d'eau ; épuisement des nappes phréatiques ; salinisation des sols ; progression de la désertification. Sur les grands fleuves, les barrages aiguisent la conflictualité régionale. Le stress hydrique est aussi le résultat de modèles de développement agricole gros consommateurs d'eau. Des évolutions à mettre en regard avec une croissance démographique soutenue, et la sécurité alimentaire : tendue, elle repose sur les importations de céréales. Les États du Golfe multiplient les usines de dessalement de l'eau de mer, et achètent des terres cultivables lointaines. Mais la situation de l'Irak est très dégradée, et l'Égypte est dans une dépendance absolue aux importations. Les tensions liées à l'eau et à la terre iront donc s'aggravant, au risque « d'émeutes de la faim » et de mouvements migratoires vers le nord.

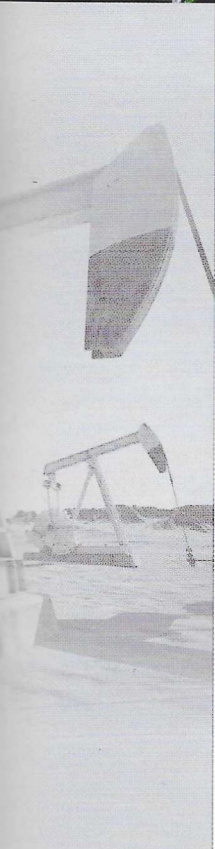
Mais la rente pétrolière est une drogue dure dont il est difficile de décrocher. Parce que la demande sociale dans les États-providence reste permanente, et politiquement sensible. Parce que le modèle ultra-libéral de « développement à l'américaine » repose sur un gaspillage des ressources.

Le *peak oil* ne cessant de s'éloigner (6), la ressource fossile est largement disponible, et le marché globalisé en reste très demandeur. L'après-pétrole est donc un horizon lointain, qui sera défini par la baisse radicale de la demande imposée par la transition énergétique. À moyen terme, le gaz a cependant un avenir, avec des réserves abondantes (Iran), et de nouveaux gisements en Méditerranée orientale (Chypre, Liban, Israël, Égypte). Dans le mix énergétique régional, l'énergie solaire est très peu valorisée, et le nucléaire n'émerge que lentement.

Le Moyen-Orient est l'une des régions les plus polluées de la planète. En Turquie, les *mégaprojets* infrastructurels du président Erdoğan font fi des enjeux environnementaux. En Égypte, le projet de nouvelle capitale a oublié les transports collectifs. Les États du Golfe ont les émissions carbonées les plus élevées du monde. Certains épisodes récents (le Mondial de football 2022 au Qatar) ou annoncés (les Jeux asiatiques d'hiver 2029 en Arabie saoudite) sont des cauchemars environnementaux. Le Moyen-Orient apparaît comme un anti-modèle

sont en rivalité permanente, par exemple pour l'organisation de grandes compétitions sportives. Avec 38 millions de sujets, le prince héritier et Premier ministre saoudien Mohammed ben Salmane (MBS) a assis son pouvoir par la violence, intrafamiliale et politique. Il affiche une volonté de moderniser la société, et de préparer l'ère post-pétrole. Enlisé au Yémen, MBS a profité de la guerre en Ukraine pour utiliser « l'arme du pétrole » en accord avec Moscou, en réduisant la production pour faire remonter les cours du baril.

Israël : une « démocratie contrastée » « État juif et démocratique, avec Jérusalem comme capitale », Israël (9,5 millions d'habitants) est une démocratie politique pleine et entière pour ses citoyens juifs, incomplète pour ses citoyens arabes, et une force occupante coercitive pour 5,5 millions de Palestiniens (4). Les Territoires palestiniens sont de plus en plus morcelés par la colonisation juive,



de protection de l'environnement et de la biodiversité, et du développement durable.

Les recompositions de puissance, au risque du nucléaire

L'islam politique n'est pas un acteur supra-étatique susceptible de peser sur le devenir de toute la région, parce que les différents courants islamistes ont déjà tous échoué à établir « la société islamique idéale », et que les spécificités nationales restent structurantes. On fera l'hypothèse d'une stabilité politique des États du Golfe (sous réserve d'un coup de palais à Riyad) et pour l'Égypte, encadrée par l'armée. Contesté dans la rue, le régime iranien reste solide, avec une militarisation accrue par les *pasdaran*. La seule inconnue de court terme concerne les échéances électorales (présidentielle et législatives) en Turquie en 2023, décisives pour le président Erdoğan.

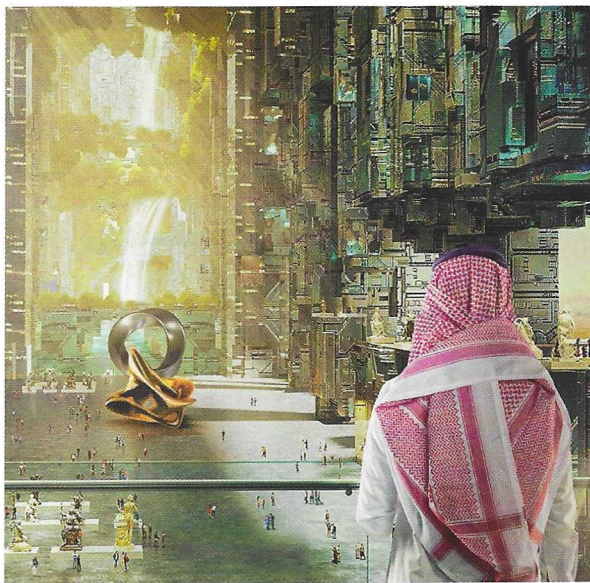
Alimenté par nombre d'engagements passés des États-Unis, l'anti-américanisme est un bruit de fond permanent au Moyen-Orient. Alors que la longue dépendance américaine aux hydrocarbures du Golfe est terminée, Washington y est désormais moins considéré comme un parrain protecteur que comme un facteur d'incertitude. La « politique des droits de l'homme » du président Barack Obama (2009-2017), puis les négociations nucléaires avec l'Iran ont suscité critiques et inquiétudes. Et plus encore le « pivot asiatique » annoncé en 2011 : que l'administration soit démocrate ou républicaine, la priorité sera désormais la zone Asie-Pacifique, face au rival chinois. La présence américaine au Moyen-Orient reposera donc sur les ventes d'armes, et quelques nouvelles lignes stratégiques : plus de grandes interventions militaires, mais des opérations ponctuelles ; un déploiement militaire réduit, mais avec des armes de haute technologie pour contrer l'acquisition par l'Iran de l'arme nucléaire.

La Russie a opéré depuis une décennie un « pivot oriental » : un retour au Proche-Orient par son intervention militaire directe en Syrie en 2015, en profitant des hésitations occidentales. Moscou entend surtout faire de cette opération une démonstration, aux yeux du monde, de la force retrouvée d'une puissance russe globale et multilatéraliste qui, au contraire des États-Unis, respecte et ses engagements, et la souveraineté des pouvoirs en place — tous principes qu'elle bafoue parallèlement dans son « étranger proche ». Moscou, important vendeur d'armes, a conforté ses relations bilatérales avec tous les États de la région. La guerre en Ukraine permet de mesurer les bénéfices de ce retour en Orient : d'Ankara à Riyad, de Téhéran à Abou Dhabi ou au Caire, on évite de condamner l'agression russe, et plus encore d'appliquer les « sanctions occidentales » contre Moscou.

Principale cliente des hydrocarbures du Golfe, la Chine de Xi Jinping a étendu au Moyen-Orient son grand projet de nouvelles routes de la soie terrestres et maritimes (*Belt and Road Initiative*). Par principe indifférente à la question de la démocratie et des droits humains, et affichant, en matière de relations internationales, son respect de la souveraineté des pouvoirs en place et des frontières, ainsi que du principe de non-ingérence, elle traite économiquement avec tous les États et tous les régimes. Pékin, qui a installé en 2017 une base militaire à Djibouti, n'a pas intérêt à ce que les forces américaines déployées dans le Golfe soient repositionnées en Asie. Dans le cadre de sa rivalité globale avec les États-Unis, la Chine conti-

nuera à mettre en avant sa volonté d'un monde multipolaire de non-ingérence et de multilatéralisme.

Tous les États du Moyen-Orient, Iran compris, sont parties au traité de non-prolifération nucléaire (TNP) de 1970, sauf Israël, État doté de l'arme nucléaire depuis 1967. Actant l'échec des nouvelles négociations sur le nucléaire, les Gardiens de la Révolution ont donc décidé d'accélérer l'enrichissement de l'uranium pour atteindre une capacité nucléaire, garantissant la pérennité du régime. Peut-être comme État du seuil, plus vraisemblablement comme État doté. L'Iran pourrait évoluer comme la Corée du Nord : retrait du TNP, essais nucléaires, développement de missiles balistiques. Le Moyen-Orient connaît déjà une formidable accumulation d'armements classiques. Il pourrait désormais s'y ajouter une course au nucléaire. Alors que perdureront les actuels conflits de basse intensité, la seule hypothèse de conflit majeur — discutée depuis des années — serait dès lors une opération militaire menée contre les installations nucléaires iraniennes.



Sombre bilan donc, et des perspectives peu encourageantes. Seules la résilience et les dynamiques des sociétés, en particulier du côté des jeunes — et d'abord en Turquie et en Iran —, sont susceptibles d'éclaircir quelque peu l'horizon.

Jean-Paul Burdy

Notes

- (1) Serge Sur, « Le Moyen-Orient, carrefour des extrêmes », *Questions internationales* n° 103-104, sept.-déc. 2020.
- (2) Cf. Hamit Bozarslan, *L'Anti-démocratie au XXI^e siècle : Iran, Russie, Turquie* (CNRS, 2021) ; et Les Grands Dossiers de Diplomatie n° 63 « Géopolitique de la Turquie », août 2021.
- (3) Cf. Les Grands Dossiers de Diplomatie n° 69 « Où va l'Iran ? », août 2022.
- (4) Cf. « Israël : une démocratie en question », *Moyen-Orient* n° 48, oct.-déc. 2020 ; A. Dieckhoff, « Israël, une démocratie contrastée », *Questions internationales* n° 113-114, mai-août 2022.
- (5) Cf. « Pétrole : géopolitique de la rente », *Moyen-Orient* n° 53, janvier-mars 2022 ; « Tensions autour des ressources énergétiques en Méditerranée orientale », *Diplomatie* n° 105, sept.-oct. 2020.
- (6) Le pic pétrolier est le sommet théorique de la courbe de l'extraction mondiale, au-delà duquel la production va décliner par l'épuisement des réserves.

Par **Jean-Paul Burdy**,
historien, enseignant-
chercheur associé à Sciences
Po Grenoble et animateur du
blog « Questions d'Orient-
Questions d'Occident »